

Hauts-de-France: Les élus communistes soumettent dix «propositions d'urgence» au Premier ministre

Mis à jour le 09/06/18 à 16h31



Les parlementaires et élus communistes des Hauts-de-France ont soumis samedi au Premier ministre Edouard Philippe dix « propositions d'urgence ». — *Irina Kalashnikova/SIPA*

Pauvreté, [surendettement](#), chômage... Les parlementaires et élus communistes [des Hauts-de-France](#) ont soumis samedi [au Premier ministre Edouard Philippe](#) dix « propositions d'urgence » en faveur de leur région, touchée par « la surmortalité et l'exclusion ».

[Les élus PCF](#) ont remis au chef du gouvernement un « manifeste » décrivant les problèmes mais aussi les espérances d'une région qui se refuse à la « caricature », qui ferait d'elle « un territoire désespéré, où prospère [le Front national](#) ».

« Ce manifeste est le reflet d'une région qui ne baisse ni les bras, ni la tête »

« Nous avons mené un travail d'écoute » de « ceux qu'on n'entend plus », afin de « faire remonter leurs inquiétudes, leurs attentes, leurs revendications, mais aussi faire émerger des propositions [...] ». Ce manifeste est le reflet d'[une région](#) qui ne baisse ni les bras, ni la tête. Il est

le porte-voix de toutes celles et tous ceux qui se battent pour mieux vivre, pour que leur dignité soit respectée », écrivent les élus.

Pauvreté, [chômage](#) supérieur à 10 %, surendettement, espérance de vie inférieure de trois ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes par rapport à la moyenne nationale, accès aux soins « catastrophique », « délocalisations », « éleveurs délaissés » sont quelques-uns des problèmes qu'ils soulèvent.

Quatre propositions au niveau régional

Quatre de leurs propositions sont liées à la région seule : « Nécessité d'installer un troisième CHU dans le Bassin Minier, en lien avec les hôpitaux [de Lens](#), Douai et Béthune et garantie du maintien des maternités de Creil et Clermont », « maintien des lignes ferroviaires du quotidien [Orchies-Lourches, Etaples-Saint-Pol-sur-Ternoise, etc.] et réalisation du barreau ferré Creil-Roissy ».

Ils demandent également un « moratoire sur les fermetures [de bureaux de poste](#), de perceptions, de services publics dans les zones rurales et les quartiers populaires », ainsi que « la mise en œuvre d'un projet régional de développement maritime intégrant les ports de Dunkerque au Havre ».

Six autres propositions au niveau national

Les six autres propositions s'inscrivent au niveau national. Les communistes demandent ainsi « la baisse de [la CSG](#) pour les retraités et le retour de la demi-part fiscale pour les veuves », « l'augmentation [du Smic](#) à 1.900 euros brut pour un temps plein », le conditionnement des aides publiques aux entreprises « à l'augmentation des salaires et au maintien de la production en France », « l'augmentation des budgets de fonctionnement et d'investissement dans la santé », un « moratoire sur les fermetures de lit d'hôpital » et la « mise en œuvre d'un plan de désendettement [des hôpitaux](#) ».

Autres propositions : « La participation des salariés aux choix stratégiques de l'entreprise en élargissant les pouvoirs des élus du personnel », ainsi

que « la mise en place d'un grand plan de renforcement de [l'Inspection du Travail](#), de la Médecine du Travail et de l'administration fiscale ».